



Il pleut comme jamais des euros sur la France. Des millions d'euros de bénéfices et de dividendes. Les géants du CAC40 annoncent sans

MILLE ET UNE BONNES RAISONS DE VOTER NON : METTRE K.O L'ELYSEE ET MATIGNON !

vergogne des profits records pour 2004 : 9.6 milliards d'euros pour Total, 4.6 pour la BNP, 3.6 pour l'Oréal... Les salaires des PDG d'Arcelor, de Société Générale, de Renault explosent (+23% en 2003). Rémunération annuelle de Bernard Arnault / LVMH : 18.4 millions d'euros. Selon un économiste, les entreprises disposent de montants considérables de cash dont elles n'ont pas l'usage... Elles manqueraient de projets d'investissements rentables ! Le salaire horaire employé ne progresse que de 0.5%. C'est le Jackpot pour les patrons et les actionnaires, les fonds de tiroirs pour les salariés ! Avec une flambée des prix sans précédent depuis l'introduction de l'euro, le pouvoir d'achat des travailleurs a vertigineusement reculé. Les timbres passent à 53 et 55 centimes. Les consultations des médecins spécialistes (tarif 1 de la sécu) de 25 à 30 euros. En janvier, le taux de chômage atteint la barre fatidique des 10% d'actifs, soit 2461000 personnes exclues du droit – pourtant constitutionnel – au travail.

Comme chaque année, avec le retour de l'hiver, des dizaines de milliers de parias, femmes et hommes SDF (dont un tiers a entre 18 et 30 ans) errent d'hospices en restos du cœur pour survivre, se calefrent dans leur « mètre carré » de carton pour ne pas succomber au froid. ils meurent, souvent l'indifférence ou médias claironnent poussent parfois ces pauvres victimes. C'est dans ce paysage de fracture sociale aggravée qu'éclate l'affaire Gaynard, cet humble savoyard, modeste fils de

cordonnier, pas carriériste pour deux sous, travaillant comme un fou 120 heures par semaine pour la République, pas bourgeois, sans fric et « sans domicile fixe »... à Bercy !!! Des millions et des millions de français ont été choqués d'apprendre que ce bébé de la chiraquie, élevé au biberon de l'ENA et d'HEC, propulsé grand argentier et chantre de la rigueur gouvernementale osait occuper – en catimini – un logement m2, loyer mensuel de 600 euros, 14000 euros, C'est

un logement de fonction de 600 euros, 14000 euros, C'est catimini – un logement m2, loyer mensuel de 600 euros, 14000 euros, C'est l'équivalent du salaire minimum annuel d'un ouvrier... Après une série de bobards et de rétractations, le faux jeton avouera sans complexe être multi-propriétaire (5 résidences, un patrimoine évalué à 2 millions d'euros) et assujetti à l'impôt sur la fortune.



Quand dans l'anonymat, les victimes. l'indécence jusqu'à criminaliser

Tout compte fait, l'affaire Gaynard n'est pas le simple avatar d'un avorton du système. C'est le symptôme d'une véritable césure entre le luxe obscène de « ceux d'en haut » qui gouvernent et la vie réelle de tous ceux d'en bas sur le dos desquels on tond toujours la laine, tous ceux qui vivent l'incertitude du lendemain, les privations au quotidien, les milieux de mois difficiles, les frigos trop souvent vides, tandis que Chirac et Giscard s'achètent et restaurent des châteaux et manoirs, tandis que les « capitaines d'industrie » Lagardère, Bouygues, Bébéar, etc. gonflent leurs portefeuilles boursiers de stock-options et de plus-values volées sur le dos de leur main-d'œuvre. (suite page suivante)



Le peuple travailleur n'est pas dupe. Il n'a pas attendu le scandale Gaymard pour crier sa colère contre les flagrantes inégalités du capitalisme ordinaire.

Depuis la mi-janvier un grogne endémique secoue crescendo tout le pays pour accuser Raffarin, la « muerte sociale ». Toutes générations confondues et par centaines de milliers, lycéens, étudiants, salariés du public et du privé, licenciés, délocalisés, recalculés, demandeurs d'emploi, précaires, sans papiers, enseignants, électriciens, cheminots, chercheurs, intermittents, retraités, assurés sociaux, victimes de l'amiante, maires de communes rurales se mobilisent, occupent la rue pour dénoncer le chaos social généralisé.

Un mouvement persistant et percutant par sa détermination, sa dynamique unitaire, sans équivalent depuis 1995 et la chute de Juppé, s'enracine. Mais cela semble ne pas suffire pour intimider et faire plier un gouvernement sourd et autiste, un premier ministre cynique qui récidive dans son incendiaire-attitude.

Ne vient-il pas de nommer à Bercy un autre bébé Chirac (décidément les couveuses artificielles de Bernadette ne chôment pas) en la personne de Thierry Breton, ex-administrateur des groupes Thomson, Schneider Electric, Axa, Dexia, ex-PDG de France Télécom ? Un « redresseur »

d'entreprise, un tueur d'emplois : 40000 en 2 ans chez l'opérateur téléphonique.

Missions prioritaires confiées au prédateur : Conduire la privatisation ou l'ouverture du capital de bon nombre d'entreprises publiques (GDF cet été, EDF pour la fin de l'année) et réduire drastiquement la dépense publique pour satisfaire aux normes du Pacte de Stabilité Européen.

C'est dans ce climat agité que s'ouvre la campagne du référendum constitutionnel. Une campagne pour le moins atypique. La barricade européenne fait voler en éclats le paysage électoral traditionnel. « Gauche » comme droite officielles n'ont jamais été à ce point divisées. En 1992 au moment de la ratification de Maastricht, le PS faisait bloc pour l'Europe. Les enjeux de 2005 cristallisent les résistances, modifient les lignes de front et clarifient le débat citoyen (hommage au passage aux courageux camarades socialistes et écolos qui tiennent bon pour le NON !).

Le 29 mai, il n'y aura que deux côtés à la barricade et deux camps : Le camp minoritaire du « oui », ceux d'en haut, un ramassis sans frontières regroupant pêle-mêle un gouvernement impopulaire, le MEDEF, hiérarques, banquiers, eurocrates, médias et tous les politicards socio-libéraux et libéro-sociaux.

Ces éléphants qui depuis 30 ans et plus, d'alternances en cohabitations, massacrent la France industrielle et agricole, écrasent ses travailleurs, dénationalisent nos grandes entreprises, cassent notre code du travail, entérinent les délocalisations, déconstruisent, suppriment ou privatisent nos services publics, nos systèmes de santé et d'enseignement, notre protection sociale, bradent notre indépendance nationale. Princes éternels du mensonge et de l'illusion, ces bleus bonnets et

Attention : Le pire ennemi du NON n'est pas le oui, c'est l'abstention massive des partisans du non. Que le référendum espagnol nous serve de leçon. Travaillons à convaincre !

bonnets bleus cherchent aujourd'hui à dissocier, à déconnecter le « oui » de toute considération de politique intérieure. Ces euro-collabos expliquent que le référendum à venir n'est qu'un plébiscite a-politique.

La panique cependant les gagne, car chaque jour qui passe, la grogne fait boule de neige et leur « oui » dans les sondages s'effrite. Après les shows télé Chirac – Zappatero – Raffarin, les réunions tupperware de Sarko, la Star-Academy du « oui pluriel » va produire pour les estrades électorales des numéros de duettistes détonnants : Bayrou – Cohn Bendit, Kouchner – Borloo, Royal – Fillon ! On se demande parfois si, à force de cohabiter pour le oui, Chirac et Hollande ne sont pas les frères siamois de l'Euro-patronat !

En face, le camp majoritaire du NON, le nôtre, celui du peuple travailleur, qui le 29 mai

exprimera dans les urnes son malaise, sa mal-vie, sa conviction que les choses ne vont plus, ne peuvent plus durer comme ça, que l'Europe libérale et patronale, au lieu de les arranger, les aggravera. Les habitants du Nord – Pas de Calais savent trop bien que ceux qui appellent à voter oui sont à l'origine de leurs problèmes. Les familles des mineurs, des sidérurgistes et des ouvrier-e-s du textile n'oublient pas qui a mutilé, désertifié, paupérisé leur région, la réduisant en Euroland du

chômage. Entre autres, un certain Mauroy à Matignon, flanqué à Bruxelles du père Delors et du Comte belge Davignon.

Le NON peut et doit gagner, si tous ensemble, nous nous mobilisons et unissons, sans sectarisme syndical ou politique :

- Pour expliquer au maximum d'électrices et d'électeurs parmi nos proches, amis, voisins et camarades de travail, que la Constitution Giscard est une épée de Damoclès invisible, une bombe sociale à retardement, génératrice de misère et de guerre.

- Pour les persuader qu'une victoire du NON du même coup sanctionnera et mettra enfin K.O l'Elysée et Matignon ; Un choc salutaire pour la démocratie !





HISTORIQUE : LE COMITE CONFEDERAL NATIONAL DE LA CGT VOTE NON AU TRAITE CONSTITUTIONNEL EUROPEEN !



Feu vert pour le NON !

A quelques jours d'intervalle, le premier syndicat du pays, la CGT vote à 82% le « *rejet du traité constitutionnel européen* » et le PS premier parti pro-européen avec l'UDF vote à 60% contre 40% « *oui* » au traité constitutionnel.

Pour le vote PS, c'est un chœur de soulagement qui va de l'UMP à l'UDF, de la CFDT de Nicole Nottat et Chérèque au MEDEF : « *victoire écrasante, ouf, enfin !* ».

Le vote CGT est tout de suite qualifié de « *crise* », « *d'électrochoc* ». La Droite et la Gauche du capital flanquées des flagorneurs médiatiques du capitalisme crient : « *au secours, la lutte de classe revient* » !

La victoire **possible et nécessaire** du NON devient un cauchemar pour le MEDEF et les partis politiques à son service : 82% de la CGT + 40% du PS + FO + les salariés exploités + les précaires + SDF + les femmes du peuple, c'est la majorité pour le NON contre la minorité, les 60% du PS, la CFDT, 53% des Verts, l'UMP, l'UDF, le MEDEF.

Ce vote CGT retire de la bouche des « *euroconstructeurs* » PS, UMP, UDF, MEDEF, VERTS le pain béni du « *oui* » de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), celui-là anti-démocratique, parce que décidé par un quarteron de bureaucrates sans aucune consultation de la base. N'est-il pas significatif que le logo de la CES représente 4 manifestants brandissant les bras au bout desquels à la place du poing ce sont des moignons ?

Ce vote CGT contrecarre la stratégie de démoralisation du camp ouvrier et populaire. La CGT ré-arme le camp des victimes au quotidien des traités de Maastricht, Amsterdam, Nice dont l'aboutissement est le traité constitutionnel libéral de casse des acquis sociaux et démocratiques.

Ce vote CGT remet le monde du travail au cœur de la problématique des choix sociaux, démocratiques citoyens donc politiques. Un syndicat des travailleurs digne de ce nom, en effet, ne peut s'abstenir à fortiori soutenir le traité fait et taillé sur mesure pour le syndicat des patrons, le MEDEF.

Ce vote CGT est un message qu'il faut rompre avec le sentiment d'impuissance : les travailleurs doivent contrecarrer l'unification consacrée dans le traité constitutionnel des bourgeoisies à l'échelle de l'Union Européenne dans les urnes et dans les luttes.

Ce vote CGT montre, comme en novembre/décembre 1995, que les travailleurs doivent organiser la résistance et la lutte, créer le rapport des forces dans chaque pays sans attendre les autres, lesquels doivent prendre exemple sur les premiers et/ou les soutenir. C'est cela la plus efficace expression de l'internationalisme.

Ce vote CGT a aussi obligé les partisans déclarés ou cachés du traité constitutionnel (Decaillon, Juquel, Le Duigou, Thibault) au sein même du Bureau Confédéral à laisser tomber le masque sous lequel ils opéraient jusqu'ici pour imposer le réformisme à l'organisation de masse historique de classe et de lutte de classe du monde du travail.

C'est ainsi que l'invité fortement médiatisé du PS au congrès de Dijon, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault

rejoint sans gêne l'hystérie des « *euroconstructeurs* » PS, UMP, UDF, CES en cherchant à disqualifier l'expression de la volonté démocratique de la majorité écrasante des syndicats de base de la CGT : « *la grande masse des syndiqués est restée en dehors du processus de réflexion sur les enjeux européens pendant que les militants « les plus branchés » ont cherché à conforter leurs convictions personnelles en les faisant labelliser par des prises de positions devenant officiellement celles d'organisations de la CGT. Ces démarches ont été, dans certains cas, des occasions inespérées pour instrumentaliser la démarche syndicale à d'autres fins que de servir nos objectifs* ». Jean Christophe Le Duigou de la direction CGT a révélé l'enjeu du vote CGT pour les « *euroconstructeurs* » : « *Appeler à voter non, ce serait détruire quinze années d'efforts initiés par Louis Viannet et poursuivis par son successeur Bernard Thibault* ». Le Duigou sait de quoi il parle, car il est membre par ailleurs de « *Confrontation* » qui regroupe des patrons et serveurs zélés du MEDEF que sont Francis Mer, Jean Peyrelevade, Jean Gandois, Philippe Herzog, Alexandre Adler, Elisabeth Guigou, Jacques Delors, Alain Touraine.

Ces « *illustres* » patrons et « *Confrontation* » sont initiateurs d'un cadre intitulé « *Constitution européenne, ensemble pour le oui* » créé le 16 novembre 2004. C'est Bernard Thibault lui-même qui éclaire comme suit la nature des « *années d'efforts* » pour transformer la CGT dont parle Le Duigou : « *...il y a un fossé qui se creuse entre les orientations adoptées par nos congrès et notre capacité à les faire vivre face aux événements (...) nous avons tant de mal à mettre en œuvre*



réellement les transformations de notre organisation dont les principes sont pourtant décidées dans nos congrès ». Ces agents de l'ennemi de classe au sein de la CGT qui se sont par ailleurs emparés de certains postes clés tentent d'opposer le vote NON à « *l'indépendance de la CGT* », voire qualifient le vote NON de « *politicien, de non syndical* ». Tout le monde aura remarqué que pas un mot sur le « *oui* » des « *technocrates* » du syndicalisme nichés dans les bureaux de la CES.

Ce vote CGT sème la panique dans le camp des tenants de l'EUROPE DU CAPITAL. Il exprime aussi une prise de conscience de la base que certains chefs du mouvement ouvrier syndical mènent les travailleurs en bateau. Comme le dit un militant syndicaliste sans parti : « *Nos chefs syndicaux ont laissé faire les privatisations, les délocalisations, les licenciements, la baisse de nos salaires avec l'euro, la précarisation massive avec la hausse des CDD et de l'intérim, la contre réforme de la retraite, celle de la protection sociale et de la santé, les répressions des milliers de délégués syndicaux, tout cela est venu avec les traités européens successifs; on s'est battu, souvent tout seul dans les taules contre ce massacre social, pendant que nos chefs disaient qu'il fallait transformer la CGT pour être plus efficace; qu'est ce donc cette transformation de la CGT qui nous conduit de défaite en défaite ?! On nous donne l'occasion aujourd'hui de dire non à tout cela avec le référendum, non c'est non et ce sera NON dans l'urne pour dire ensemble non par la grève* ».

Loi Fillon : Maillon essentiel d'une cohérence réactionnaire

Le projet de loi d'orientation pour l'Education nationale, dit « loi Fillon », ne se pose pas en rupture avec la loi Jospin de 1989. Elle traduit juste une accélération qui correspond à l'état actuel du rapport de forces entre la bourgeoisie et les travailleurs. Elle est un maillon essentiel de la construction du projet réactionnaire des bourgeoisies européennes « libérées » depuis la défaite provisoire du socialisme à l'Est. En ce sens, on peut dire qu'elle est la déclinaison française du projet des bourgeoisies européennes défini en mars 2000 au sommet de Lisbonne.

Ainsi, loin d'être un phénomène isolé, la loi Fillon est en cohérence et en convergence avec les réformes entreprises dans les autres pays européens, en cohérence et en convergence avec les autres lois promulguées depuis 2003 en France (Loi de décentralisation, Loi organique pour les lois de finances (LOLF), loi sur les libertés locales d'août 2004, loi de cohésion sociale, dite « loi Borloo » etc.) en cohérence et en convergence avec la volonté du MEDEF d'en découdre, d'affronter et de soumettre la classe ouvrière et les milieux populaires.

La cohérence réactionnaire du projet des bourgeoisies européennes en matière d'éducation tient en quatre points essentiels. Ces points sont clairement exprimés dans le rapport annexé au projet de loi d'orientation : « Confrontée aux enjeux de la mondialisation, l'Union européenne s'est fixé un objectif stratégique pour 2010 : devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale. »

Ainsi, le ministre annonce-t-il clairement que sa réforme s'inscrit dans le cadre de la concurrence entre les puissances impérialistes, vise à promouvoir la construction européenne, vise à mettre l'école et les enseignants au service de la « guerre économique » en formant de bons fantassins qui, bien « éduqués » ne seront pas tentés de contester l'ordre établi et assureront ainsi une « plus grande cohésion sociale » et, enfin, vise à offrir au secteur privé le « marché » de l'éducation, pactole mondial de 875 milliards d'euros, afin de soutenir « une croissance économique durable. »

S'il s'agit bien d'une cohérence « européenne » il s'agit aussi d'une cohérence bien française. La « loi Fillon » n'arrive pas n'importe quand ni dans n'importe quel cadre. Elle vient en cohérence avec toute une série de lois qui l'ont précédée, notamment la loi de décentralisation (2003), la LOLF (projet en gestation depuis 15 ans concrétisé le 1^{er} août 2001), la loi sur les libertés locales (août 2004) et la loi de cohésion sociale (qui vise à transférer à terme la



formation professionnelle aux entreprises par le biais de l'apprentissage). Ces lois traduisent une volonté de réduire non pas les dépenses publiques mais certaines dépenses publiques au profit d'autres postes budgétaires comme l'allègement des « charges » des entreprises, l'augmentation du budget de la défense et de l'armement, ce que les enseignants traduisaient, en 2003, dans la formule : « De l'argent pour les porte-plume pas pour les porte-avions ! »

Pour cela le gouvernement, par la loi de décentralisation, transfère les personnels techniques ouvriers et de services (TOS) aux régions. Par la LOLF, il vise une « utilisation optimale des crédits et des emplois », c'est à dire cherche à supprimer le plus grand nombre possible de postes et à optimiser la gestion des emplois par l'augmentation du temps et de la charge de travail des enseignants tout en cassant le statut général de la fonction publique hérité de la Libération. De la même manière, la réforme de l'éducation, annonce pour le plus grand nombre, une réduction de « l'offre » disciplinaire en créant le « socle commun. »

Ainsi l'Education nationale se contentera d'apporter quelques connaissances et compétences qui permettront aux jeunes de s'adapter facilement aux changements de postes de travail. Le système d'enseignement leur apprendra à apprendre et à se débrouiller dans le cadre d'une « formation tout au long de la vie » assurée par des entreprises privées. L'école n'aura plus alors, comme l'écrivait déjà Nico Hirtt en 1999, « qu'à inculquer les savoir-être et les comportements qui feront d'eux des travailleurs disciplinés, respectueux des institutions en place. » C'est ce que couramment nous appelons la citoyenneté, qui peut se résumer dans cette phrase : « Traverse dans les clous et tais-toi. »

Ainsi le projet de loi d'orientation est bien un maillon essentiel d'une cohérence réactionnaire. L'un des éléments parmi les plus importants du projet de la bourgeoisie française et des bourgeoisies européennes. Mettre l'école au service de l'économie, c'est à dire au service des détenteurs des moyens de production, c'est à dire au service de la classe dominante et de son projet réactionnaire dans lequel la classe ouvrière et les milieux populaires n'ont rien à gagner mais tout à perdre. Comme pour la constitution européenne, la seule réponse que l'on puisse apporter à la loi « Fillon » c'est : NON !



LA REVOLUTION ORANGE amère de France Télécom

Quelques 1500 syndicalistes de l'opérateur de téléphone polonais TPSA (groupe France Télécom) ont manifesté deux heures durant, vendredi 28 janvier, devant l'Ambassade de France à Varsovie, pour protester contre la suppression annoncée de 3 500 emplois. Depuis l'achat de TPSA par France Télécom en 2000, l'opérateur polonais a réduit de façon drastique ses effectifs, passant de quelques 70 000 salarié(e)s à 35 000 en 2003. Dans la seule année 2004, 6 000 emplois ont disparu. « Il y a 6 mois, nous avons entendu tout à fait autre chose. On nous a dit que les départs effectués en 2004 ne seraient pas poursuivis et que nous allons entrer dans une période de stabilité » a déclaré aux journalistes Ryszard Kluba, chef d'un syndicat national des travailleurs des télécommunications. Les syndicalistes réclament l'ouverture de négociations avec le principal actionnaire, à savoir « notre » ex-opérateur nationalisé.

France Télécom, avec sa société filiale Cogecom possède 47,5% de TPSA. 9,98% des parts sont détenus par Bank of New York et 3,87 % par le Trésor polonais. Les autres 38,65 % de TPSA se trouvent entre les mains de petits actionnaires. Le syndicat Solidarité envisage, selon son responsable Waldemar Stawski, un référendum au sein du personnel de TPSA pour décider d'une éventuelle grève nationale si la direction ne revient pas sur son projet. TPSA a annoncé jeudi 10 février un bénéfice net de 514,5 millions d'euros en 2004, contre un bénéfice de 206,4 en 2003. Une multiplication par 2 ! Le chiffre d'affaires de TPSA en 2004 s'est élevé à 4,1 milliards d'euros selon le rapport consolidé du groupe.

A Paris, la Direction de France Télécom a annoncé la suppression de 8 000 emplois en 2005 dans le monde, dont 5 500 en France, selon les prévisions établies en fonction des départs en retraite et préretraite, des mobilités vers la Fonction publique et des recrutements. Rappelons que le groupe France Télécom emploie 203 500 salarié(e)s, dont 122 900 en France (95 000 fonctionnaires et près de 28 000 salarié(e)s de droit privé).



Thierry l'étrangleur
d'emploi et son
nœud coulant...

Pour clarifier les choses dans ce secteur des télécommunications, nous proposons que France 2 et la télévision polonaise organisent un FACE A FACE en duplex Thierry Breton PDG de France Télécom / Lech Walesa sur le thème des bienfaits de l'Europe sociale. CHICHE !

La lutte syndicale
est-elle un crime ?

Janvier, Février, Mars, Avril, Mai... Ces mois qui commencent 2005 sonnent comme ceux de 2003. Partout, face à la régression sociale menée par le gouvernement de droite plurielle, aux ordres des « euro-régressistes » eux-même soutenus par leurs alliés représentés par une majorité relative au PS, précaire chez les Verts, opportunistes des directions syndicales détachées des bases et de la classe, les luttes s'organisent dans tous les secteurs, dans toutes les catégories, dans toutes les tranches d'âges.

Depuis le début de l'année, c'est l'effervescence dans les têtes, le PEUPLE de 12 à 77 ans commence à réagir à la casse patronale, à la casse gouvernementale, à la casse antisyndicale, à la casse « européenne »...

Des travailleurs de la fonction publique aux lycéens, des chercheurs aux ouvriers, les manifestations se multiplient, s'intensifient chaque semaine qui passe...

Le Peuple comprend qu'on est en train de le tromper, qu'on lui ment chaque jour dans les médias, dans les discours, et dans les actes. Le "ON", c'est ceux qui prônent la victoire du "oui"

patronal de plus en plus bourgeois face à un "non" de plus en plus populaire.

Dans une région de France, des travailleurs sont en lutte contre la machine patronale et la broyeuse judiciaire, simplement parce qu'il y a deux ans, ils ont osé se lever pour dire « NON, vous ne fermerez pas notre usine ». Ces CAMARADES en lutte sont « ceux de DAEWOO » fabricant coréen de matériel électronique installé à Mont st Martin (54), qui après avoir empoché une subvention de 30 milliards de centimes, n'avoir pas payé pendant 18 mois ses cotisations Urssaf, leur patron, voyou notoire recherché par Interpol pour avoir détourné l'équivalent d'un tiers du budget de la Corée du Sud, a décidé de transférer l'activité vers un nouvel eldorado financier, la Pologne.

Le 23 janvier 2003, alors que les salariés luttent depuis plusieurs semaines pour défendre leurs emplois et après avoir réussi à obtenir 2 jours auparavant l'ouverture d'une négociation sur un plan social préventif avec les pouvoirs publics et la direction coréenne, un incendie a ravagé l'ensemble du bâtiment où se trouvait le stock de produits finis. Incendie qui "tombe à point" pour arrêter toutes les négociations et mettre ceux qui avaient osé dénoncer les magouilles entre l'Etat et Daewoo, sur le banc des accusés. C'est ainsi que Kamel BELKADI, militant CGT de Classe, a été accusé, mis en prison pendant trois mois, mis en examen, sans preuve, pour être jugé et condamné par un Tribunal et une Justice de Classe, à 3 ans dont 18 mois ferme et 30 000 euros d'amende.

Le parfait scandale, l'iniquité même, quand on sait que l'ex-PDG Kim Woo Chong, truand notoire a, lui, été décoré de la légion d'honneur, qu'il bénéficie d'un passeport français et qu'il coule des jours heureux près de Nice. Subventions...Etat...médaille...passeport ?

Face à cette justice aux ordres, Kamel, son avocat, avec le soutien sans faille et exemplaire de l'Union Locale CGT de LONGWY et des centaines de signataires (rien du bureau confédéral CGT ?) a décidé de faire appel pour que tous les éléments balayés et invalidés par le 1^{er} jugement soient enfin pris en compte pour disculper notre camarade.

Cet appel sera jugé le 5 avril 2005 à la Cour d'Appel de Nancy, rendez vous à 12h00 pour apporter un soutien massif et de classe à notre camarade Kamel.

Parce que personne n'en parle ! Condamné sans preuve, mis en prison...avec une amende de 30000 euros, parce qu'il a refusé, avec ses collègues, de se 'coucher' et de laisser l'usine partir en Pologne... C'est vrai que cela fait tâche à quelques semaines d'un référendum sur la mise en place d'une Constitution qui permet les délocalisations... au nom du libre marché et de la concurrence. ALORS TIENS BON CAMARADE !
INFOS : ulcgtlongwy@worldonline.fr

Dégradation programmée de la santé mentale

Le drame de Pau (meurtre de deux soignantes) a révélé une situation de plus en plus difficile dans les services de psychiatrie. Depuis cinq ans la psychiatrie a vu ses crédits diminuer d'un milliard d'euros. 800 postes de psychiatres sont actuellement vacants. Dans le cadre du projet « Hôpital 2007 » il est prévu une diminution importante des lits et une diminution de la « durée moyenne de séjour ». Faudra-t-il faire sortir des patients non-encore stabilisés ?

Pour obtenir un rendez-vous en consultation en Centre Médico-Psychologique, le délai d'attente est de plusieurs mois (encore plus long pour les CMP accueillant les enfants), ce qui augmente les hospitalisations pour des personnes →



en souffrance psychique, qui ne peuvent être vues rapidement par un psychiatre ou un psychologue. Le manque de personnel se fait cruellement sentir et entraîne une diminution de la qualité des soins ; certaines prises en charge psychothérapeutiques ou sociothérapeutiques sont insuffisantes par manque de temps. Les tensions, exacerbées par ce manque d'effectifs et donc de disponibilité, favorisent un climat propice à une certaine violence (entre patients ou envers les personnels).

De plus en plus, les services de psychiatrie accueillent une population dont la prise en charge ne relève pas de cette spécialité ; l'aggravation des conditions de vie, l'augmentation de la misère, du chômage... entraînent certains comportements (tentatives de suicide, dépression, alcoolisme, toxicomanie, violence, ...) qui ne dénotent pas une pathologie mentale mais plutôt un mal être, justifié. Il est certes bien plus confortable de faire passer ces comportements pour « anormaux » et donc de demander à la psychiatrie de les prendre en charge (depuis une dizaine d'années, les hospitalisations sous contrainte ont progressé de 86%) plutôt que de faire un lien avec notre société, société dont les règles sont définies par le capital et dans laquelle la classe ouvrière est de plus en plus opprimée.

Nous observons donc une contradiction : d'une part nous assistons à une dégradation programmée de la santé mentale et d'autre part nous observons une demande croissante d'intervention de la psychiatrie dans tous les domaines de la santé. La souffrance psychique d'une personne qui se retrouve au chômage est-elle légitime ? Doit-on y répondre par des médicaments ? Que demandent nos gouvernants à la psychiatrie ? Police – psychiatrie, même combat ??

L'inquiétude peut être grande quant à l'avenir de la psychiatrie : puisqu'il faut diminuer les lits, la durée d'hospitalisation et le coût des soins, une certaine catégorie de patients sera prise en charge dans des services de court séjour, dans des structures extra-hospitalières et une autre catégorie, c'est à dire les patients atteints d'une pathologie mentale lourde nécessitant une prise en charge à long terme, sera « accueillie » dans des établissements dotés de très peu de moyens, de personnels non qualifiés et en effectif réduit, ce qui veut dire : pas de prise en charge thérapeutique mais du « parking » et du « gardiennage ».

Plus largement, avec la fermeture d'hôpitaux jugés non-rentables (en terme financier et non en terme d'efficacité médicale !), la délégation au privé d'une part de plus en plus grande de certaines tâches (entretien, restauration, sécurité, services techniques, ...), la diminution des lits, de la durée d'hospitalisation, du personnel, l'augmentation de la charge et de la flexibilité du travail pour les personnels, l'Union Européenne met en place une politique de démantèlement de nos systèmes collectifs de protection sanitaire et sociale : Diminution des dépenses collectives (mais si les patrons sont de plus en plus exonérés, nous payons nous toujours plus ; CSG, RDS...), Augmentation de la part payée par le patient, augmentation de la part des assurances privées et en parallèle diminution de la part de la sécurité sociale.

On observe donc une réduction de la responsabilité collective de l'Etat. Face aux hausses des dépenses de la sécu, l'Etat oppose la logique financière patronale et non une analyse des besoins et des moyens. Qui détermine le budget nécessaire à la santé d'une population ? Pourquoi les restrictions sont-elles demandées aux citoyens et non aux groupes pharmaceutiques ou aux patrons ?

L'argent disponible pour la santé est un choix politique, choix influencé qui dépend des rapports de force en présence. Dire non à l'aggravation de la politique « européenne » c'est à dire non à ce projet de constitution est le meilleur moyen actuel d'inverser ce rapport de force. La santé est un droit fondamental basé sur le besoin et non sur le pouvoir d'achat !

Le Ministère de l'intérieur durcit le droit de visite Ou quand la Loi produit de l'illégalité....

Depuis le 1^{er} janvier 2005, les conditions d'hébergement et de visites "se durcissent" pour les étrangers en visite en France... C'est par la circulaire du 23 novembre 2004 envoyée en application de la Loi Sarkozy que les Maires ont été informés des nouvelles exigences relatives au droit de visite sur le territoire national. Jusqu'alors les maires délivraient un certificat d'hébergement à l'hébergeant, celui-ci le communiquant à la ou les personnes accueillies pour qu'elles puissent obtenir leur visa court séjour privé ou familial. Ce certificat précisait l'identité de l'hébergeant, son adresse, le nombre de personnes accueillies et la durée du séjour.

Désormais le maire a le droit de vérifier les conditions de logement et de refuser, si bon lui semble, l'octroi du dit certificat, la seule motivation exigée par la circulaire est "conditions normales d'hébergement faisant défaut".

De plus le visiteur devra en plus des frais de visa jusqu'alors exigés, payer un timbre fiscal de 15€ à l'OMI et souscrire une assurance médicale et hospitalière avec un minimum de garantie de 30 000€ . Au total les frais liés à la visite s'élevaient entre 150 et 170€, somme astronomique quand on sait que le SMIC algérien est de 90€...

Cette circulaire pose les mêmes exigences pour le droit de visite que pour le regroupement familial (surface minimum de 42m² pour 3 personnes, un enfant étant considéré au même titre qu'un adulte...). Elle nie les réalités objectives des conditions de logement désastreuses en France pour les catégories populaires dont font partie bien souvent les immigrés résidant sur le territoire national. Au delà elle pose légalement le cadre législatif d'une discrimination systémique.

A l'heure où le gouvernement Raffarin 3 pavoise quant à la mise en place de la Haute autorité contre les discriminations, il y a de quoi faire rougir de honte la "République du pays berceau des Droits de l'Homme" (sic)...

Il est de notre responsabilité d'interpeller nos maires respectifs pour qu'ils ne deviennent pas les séides d'un gouvernement en mal d'obscurantisme idéologique.

L'Alter-Mondialisme prend du galon !

Promouvoir la « *citoyenneté* », la « *cohésion sociale* », la « *démocratie participative* », le « *volontarisme* », « *l'économie de la gratuité* », le « *développement durable* », lutter contre la « *pensée unique* », « *réhabiliter le don* », « *créer du lien social* », saluer la « *société civile* » et la « *communauté mondiale* »... Non ! Ce n'est pas la méthode Assimil du Forum Social Européen ou de Porto Alegre ! C'est le nouveau « *packaging* » du mode d'emploi patronal français pour détruire les minima sociaux, privatiser tous les services publics et pratiquer l'exploitation maximale ! C'est au chevet de ce grimoire poussiéreux et relifté que Sarkozy fait de si beaux rêves... Au Hit parade de la prose sirupeuse et vénéneuse, « *Le sursaut* », rôle testamentaire de l'ex-Directeur Général du FMI Michel Camdessus est tout naturellement devenu la nouvelle bible du MEDEF.

D'aucuns prétendent que la guerre des mots n'est plus d'actualité, qu'il faut rompre avec les concepts du « *passé* »... On imagine mal, il faut l'admettre, qu'entre les petits fours et les coupes de champagne, les éminences de Davos débattent de leurs plans criminels sur fond de « *lutte de classe* » ou de « *dictature du prolétariat* », de « *plus-value* » ou de « *contradiction Forces Productives / Rapports de Production* » ! Les concepts que l'ennemi ne pourra jamais subtiliser à son avantage... sont précisément les seuls qui aient un avenir !



Communisme : L'UE réécrit l'Histoire pour conjurer l'avenir.

Le journaliste Benoît RAYSKI (*Globe, France Soir, l'Evènement du Jeudi*) publiait en 2001 un petit livre intitulé « *L'enfant juif et l'enfant ukrainien, réflexion sur un blasphème* ». En réaction à la sortie du scandaleux « *Livre noir du communisme* » préfacé et orchestré par l'historien Stéphane Courtois, RAYSKI s'insurgeait contre l'assimilation du communisme au nazisme : « *Cette idéologie s'était, il y a une dizaine d'années, défaite presque partout où elle avait été réalisée, et ses censeurs étaient persuadés que la mise à jour des charniers qu'elle avait remplis allait susciter une réaction unanime d'horreur. Il n'en fut rien. Ni à Moscou, ni à Pnom-Penh, ni à Varsovie, ni à Kiev, les descendants ou les ayant droit des victimes ne se dressèrent pour crier vengeance et réclamer le châtiement des bourreaux. Une apathie que certains spécialistes du communisme jugèrent énigmatique, voire scandaleuse, ce qui les amena tout naturellement à se substituer aux peuples défaillants et coupables d'amnésie* ». Parmi eux : le faussaire Stéphane Courtois... qu'on retrouve aujourd'hui siégeant à une commission du Parlement Européen chargée depuis décembre 2004 de conjurer officiellement ce crime odieux qui consiste à confier le pouvoir aux travailleurs. Face à la « *gigantesque entreprise de terreur, à d'innombrables crimes contre l'humanité, voire de génocides, qui n'ont pour l'instant jamais été condamnés ni par des tribunaux nationaux ni par un tribunal international, ils appellent une condamnation morale officielle* » nous gémit Courtois. Le texte introductif au rapport officiel (à venir) concernant le « *communisme totalitaire* » indique en effet « *qu'il est temps de faire le bilan de ces nombreux crimes du passé et de les condamner solennellement* »



Stéphane Courtois :
ardent défenseur
des crimes du
capitalisme...

(Manuela Aguiar), « *le caractère criminel et condamnable du nazisme n'a pas été sujet à controverse pendant un demi-siècle, tandis que les régimes communistes n'ont pas donné lieu à une réaction similaire* » (Dariusz Stola). Mais le cœur du problème, l'origine profonde de cette soudaine nécessité politique pour notre « Europe » en construction se révèle en fin de paragraphe : « *Ainsi nous pourrions éviter que l'Histoire ne se répète et qu'une nostalgie illusoire s'installe dans l'esprit des jeunes générations* » !! Rappelons que Courtois n'est pas seulement l'artisan du « Livre noir », c'est aussi le préfacier et l'ardent promoteur en France d'Ernst Nolte, cet historien allemand qui fit scandale pour sa conception du nazisme, comme forme naturelle de « réaction historique occidentale à la violence judéo-bolchevique » !! Courtois fut-il de ceux qui se sont offusqués lorsque GOLLNISCH, n° 2 du FN, déclara en janvier sur RTL : « *Auschwitz est aussi de la responsabilité de l'URSS dont je vous rappelle qu'au début de la guerre elle était alliée de l'Allemagne nazie pour attaquer la Pologne* » ?

Beaux exemples de « démocrates » pourchassant le « totalitarisme » ! Pour couronner ce démocratique « travail de mémoire » (ou plutôt d'amnésie) face au danger que représente par exemple le regain de « nostalgie » en Russie où les drapeaux soviétiques reflorissent dans les manifestations populaires, la Commission Européenne prévoit pour le 24 février d'interdire dans l'ensemble de l'UE l'usage de la faucille et du marteau dans la foulée de l'interdiction de celui de la croix gammée !

Alors « *qu'on voit prospérer maintenant des génocides culturels (Tibet), des génocides politiques (Vendée), des génocides de classe (koulaks d'Ukraine), des génocides linguistiques (patois) et même, pendant qu'on y est, le génocide des bébés phoques* », Benoît RAYSKI qui a vécu l'Histoire dans sa chair à Varsovie, livre sa vision, qui est la notre : « *C'est (...) à cause de l'horreur que suscite chez moi toute mise en parallèle du communiste et du nazi, et même du SS et du NKVdiste, que je vomis la comparaison entre l'enfant juif et l'enfant ukrainien. Bien d'autres que moi la refusent également, car ils y perçoivent — c'est aussi mon sentiment — une insulte à la mémoire d'un million cinq cent mille enfants juifs assassinés* ».



RETRAITE(E)S de tous les pays, UNISSONS-NOUS pour ne pas être sacrifiés !

Poutine et son gouvernement font face depuis quelques semaines à une vague croissante de contestations, parmi les plus importantes que la Russie ait connues depuis les grèves de mineurs de 1998. La colère gronde après l'entrée en vigueur d'une réforme votée en 2004, qui supprime le système d'avantages sociaux hérités de l'URSS pour les retraités, les héros du travail et de l'armée, les vétérans de la Seconde guerre mondiale, certaines professions d'Etat, les invalides, les handicapés et autres catégories défavorisées. Pour 40 millions de personnes, soit 1/4 de la population russe, l'application de cette loi est un bouleversement historique, la perte d'une garantie sociale étatique. Les avantages en nature, tels la gratuité des transports en commun, la gratuité des médicaments, des cures, des manifestations culturelles publiques, les réductions de tarifs téléphoniques, les loyers modérés, ... c'est terminé !

Les populations visées devraient désormais toucher une compensation financière, sous forme d'allocations versées en argent liquide . Mais elles refusent de perdre ce qui apparaît comme un dernier vestige social du système soviétique. Après les crises financières de 1991 et 1998, elles s'accrochent à un acquis qu'elles considèrent plus sûr que l'argent. Ce « dédommagement monétaire » est loin d'être à la hauteur du manque à gagner.

Les premiers à être descendus dans la rue sont les retraités, qui étaient déjà les plus mal lotis, vu la modicité de leurs pensions, en moyenne 35 à 60 euros par mois. A partir du 15 janvier, des manifestations rassemblant des milliers de retraités en colère, rejoints par des ouvriers, des jeunes, des étudiants, des militants de l'opposition communiste ont parsemé tout le territoire. A Moscou, Samara, Perm, Krasnodar, Vladimir, Tomsk, Tioumen, Novossibirsk, Khabarovsk, Togliatti, Toula ,Saratov, Voronej, →



Ljevsk...Le mouvement a touché 284 villes. La foule défilant aux cris de « Poutine assassin des vieux et des invalides ! Halte au génocide du peuple russe ! » Des cortèges s'opposant aux forces de l'ordre aux cris de « Poutine ennemi, pire qu'Hitler ! ». A Saint-Petersbourg, la ville natale du président, 30 000 manifestants ont bloqué la Perspective Nevski ainsi qu'une route nationale entre le centre-ville et l'aéroport. Ils portaient des pancartes déclarant « Habitants de Léningrad, nous avons un nouveau blocus ! » allusion au siège de la ville pendant la 2^{ème} guerre mondiale, « Le gouvernement, une mafia de profiteurs ! » « A bas la loi scélérate ! » « La bande à Poutine en jugement, fusillez-les ! ».

Pour Anastassia, ouvrière retraitée de 67 ans, de Nijni Novgorod, les transports en commun sont indispensables : « Avec les transports gratuits, on se sentait un peu plus libre. Qu'est-ce que je peux acheter avec ma pension de 1 200 roubles par mois ? (33 euros, soit seulement la moitié du minimum vital en Russie) se plaint-elle. J'achète du pain et du thé. Nous prenons le bus pour aller chercher les produits là où ils sont meilleur marché. Et même pour cela maintenant, il faut du fric ! Ils nous promettent 50 roubles par mois pour le transport, mais un seul ticket coûte déjà 5 roubles ! »

A Khimki, banlieue nord de Moscou, juste derrière les nouveaux palais de la consommation, les Auchan, Ikea et autres mégacentres commerciaux ouverts ces dernières années pour satisfaire les nouveaux riches de Moscou, le drame est quotidien dans les couloirs délabrés de la polyclinique : les patients se bousculent, angoissés. L'attente est inutile, il n'y a plus de médicaments !

Nina, 71 ans reste quand même : « Ce qu'on attend de nous, c'est que nous nous posions dans un coin pour mourir. Ils viennent d'ajouter 200 roubles (5 euros) à ma retraite de 1 600 roubles (43 euros). Et, rien que pour mon diabète, le traitement coûte plus de 700 roubles par mois... Si c'est ça leur réforme, nous n'avons plus qu'à nous pendre ! »

Pour Valentin, 75 ans, encore vaillant après deux infarctus : « Oui, il faut manifester. Poutine est un hypocrite. Il fait semblant de défendre le peuple et en fait, il nous étrangle ! »

Conséquence aussi de la nouvelle loi : les contrôleurs du métro de Moscou ne guettent plus seulement les jeunes resquilleurs, ils font la chasse aux retraités sans billet.

Les forces de l'ordre sont elles aussi concernées par la nouvelle loi., mais elles ne sont pas autorisées à manifester. Ioura, un jeune officier : « Le problème, c'est que l'Etat aujourd'hui ne remplit pas ses fonctions. Je le vois tous les jours dans l'armée, les salaires sont versés avec quelques mois de retard ! » Le général Chamanov, pourtant conseiller du 1^{er} ministre Fradkov a prévenu que ces mesures suscitaient un fort mécontentement au sein de l'armée : « Veut-on que les militaires sortent dans la rue ? »

Qui aurait prédit que le troisième âge, un des électors les plus actifs en faveur de Poutine, ceux-là mêmes qui croyaient en lui pour remettre de l'ordre dans la maison Russie, le cloue ainsi au pilori ? La révolution n'est pas à ses portes, mais il ne peut ignorer un tel mouvement. S'il n'avait pas paniqué, il n'aurait pas allumé des contre-feux en organisant ses propres manifestations. Celui qui se prend pour le tsar a même chuté dans les sondages.

Pour contre-attaquer, « le petit père des pauvres » a tenté de se défaire en mettant en cause les autorités fédérales et régionales qui, selon lui, n'auraient pas su expliquer la réforme. Il a quelque chose de Raffarin, ce Poutine ! Un pas en arrière, deux pas en avant ! Le gouvernement a dû annoncer une hausse de 15 % de la retraite minimale et promis des mesures pour rétablir de facto la gratuité des transports pour les retraités. Effets d'annonce et promesses, ça ne remplit pas les porte-monnaie déjà troués.

Commentaire du quotidien Nezavissimaïa Gazeta : « Le Kremlin a élaboré un plan pour étouffer l'insurrection des retraités ». Poutine n'a jamais dit qu'il abandonnait la réforme. Son objectif est d'économiser environ 6 milliards d'euros sur les 27 milliards du budget fédéral alloués à l'aide sociale. La libéralisation des tarifs publics en février-mars – deuxième volet de la réforme – promet de nouvelles hausses insupportables. Un autre avantage social disparaîtra : la semi-gratuité des charges immobilières. Le paiement des premières factures d'eau, de gaz et d'électricité pourrait provoquer des manifestations de masse.

Nous empruntons au site Internet français Sauvegarde Retraites le mot de la fin. On peut lire en conclusion de leur commentaire La Russie sacrifie ses retraités « Un scénario qui préfigure ce qui pourrait advenir, un jour, en France ? » Quel paradoxe historique tout de même ! Il fut un temps où les travailleurs du monde entier regardaient avec enthousiasme et espérance la patrie internationale du progrès social. Maintenant que les citoyens de l'ex-URSS subissent comme nous les affres du capitalisme, il nous faut à nouveau nous tourner vers l'Est pour mieux comprendre ce qui nous arrive(ra) !

Bel hommage à un peuple héroïque !

Ukraine : La menace du fascisme et de la guerre

Tous les antisoviétiques ont salué le conte de fées médiatique à la sauce orange du combat de la "démocratie" contre l'autoritarisme, du « peuple » contre « l'oligarchie ».

Ainsi, l'Ukraine a été présentée comme un pays gouverné par des résidus du communisme, la preuve en était que Yanoukovitch est un proche du Russe Poutine ! La raison fondamentale est la même que pour les autres ex-pays socialistes : cacher les ravages dus au capitalisme et à lui seul depuis la chute du mur de Berlin. Or, l'Ukraine a été particulièrement martyrisée. En effet, cette ancienne 10^{ème} puissance économique mondiale a un PIB réduit de moitié par rapport à 1990 ! Cet ancien « grenier à blé » n'a plus que 22.000 tracteurs en état de fonctionnement (les besoins s'élèvent à 450.000). L'institut ukrainien d'économie agraire estime la perte annuelle à 4000 tonnes de blé de ce fait, la perte serait de 50% en 2007 et en 2008 il n'y aura globalement plus de moissons ! Dans ce pays où le chômage était inexistant, environ 90% de la population vit dans la misère. La population a diminué de plus

de 5 millions de personnes en 10 ans ! On peut ainsi parler de génocide du peuple ukrainien. Par contre, sur les 6 premiers mois de 2004, les actifs globaux des banques ont augmenté de 18,9%, le bénéfice net de 120%. Cela s'est fait contre l'Occident ? Non, l'impérialisme n'est pas innocent, il y sévit notamment par le biais du FMI et un protocole d'accord avec l'OTAN était entamé. Alors oui, la colère des travailleurs et des paysans d'Ukraine est grande et légitime contre la clique corrompue des 3 clans oligarchiques du centre et de l'est.

Mais, le désormais président Youchtchenko n'est pas que le représentant du 4^{ème} clan oligarchique, celui de l'Ouest et du Sud. Lui et sa « *pasionaria* » (actuelle 1^{ère} ministre) ne sont pas simplement des escrocs, ayant en particulier volé à l'est 600 millions de dollars du FMI. Ces millionnaires ont directement contribué à la misère du peuple comme ancien premier ministre de Koutchma, ils ont cassé de nombreux droits sociaux, et comme ancien patron de la banque nationale d'Ukraine, leur appui au dollar a fait chuter de 3 fois le niveau de vie des travailleurs. Ces *révolutionnaires* sont de plus ouvertement alliés avec les fascistes russophobes de l'UNA-UNSO dont le leader a lancé lors d'un meeting →



de soutien à Youchtchenko à Kiev le slogan : « Une Ukraine, une nation, un peuple, un président ». Ces bourgeois constituent donc une réelle menace de fascisme et sont prêts à vendre l'Ukraine à l'OTAN et envoyer le peuple d'Ukraine remplir les sales besognes des va-t-en-guerre étasuniens à l'instar de l'oligarchie polonaise. Le PCBtUS de Nina Andreeva a ainsi eu raison d'appeler les travailleurs à voter contre cette coalition fascisante, les deux camps bourgeois ne représentent pas le même danger.

L'après second tour a en fait été un véritable coup d'Etat orchestré par les USA. Les partis US démocrate et républicain, le ministère des affaires étrangères et la pseudo ONG Freedom House ont versé 13 millions de dollars dans l'organisation de la « *résistance populaire spontanée* » à Kiev (ORT-TV, 25/11/04). Ils ont formé et payé des milliers d'« observateurs » postés à la sortie des bureaux de vote. Ce sont ces instruments de l'oncle Sam qui ont proclamé la victoire du laquais yankee. Les fraudes existaient mais dans les deux camps. Néanmoins cette opération a présenté Yanoukovitch comme seul tricheur. Bush (coupable d'un scénario similaire face à Gore) a ouvertement menacé Koutchma lui signifiant qu'il n'avait que quelques jours pour que les résultats satisfassent à la démocratie. Schröder a demandé le recomptage des voix, soutenu par Chirac et l'UE. La démocratie pour les impérialistes ne peut consister qu'en la victoire de leur candidat. Le multimilliardaire Soros a investi 8 millions de dollars sur Youchtchenko, il finance aussi le Syndicat indépendant des médias qui exploite, entre autres, cinq chaînes de télévision. De plus, si certains manifestants étaient sincères mais trompés, notamment des jeunes immatures politiquement attirés par les sirènes de l'Occident, d'autres ont reçu des salaires, et tous profitaient de vêtements, de vivres, d'abris gratuits... Face à cela, Yanoukovitch n'a pas su ou voulu faire front par peur de s'adresser aux mineurs, aux métallurgistes, aux travailleurs de l'est industriel car il serait alors tombé dans la dépendance politique de la classe ouvrière.

Le valet fascisant des impérialistes pourra ainsi achever le processus de paupérisation absolue et massive en soumettant totalement l'Ukraine aux USA et à l'UE ce qui aura des conséquences sur les travailleurs de l'Ouest ne serait-ce que par de probables délocalisations.

L'Ukraine représente une voie d'accès nécessaire à la marche vers la Russie de l'UE et de l'OTAN. Des scénarios similaires ont eu lieu en Yougoslavie contre Milosevic (ce qui a enclenché l'entrée successive des anciennes démocraties populaires de l'est de l'Europe dans l'OTAN et l'UE), en Géorgie contre Chevardnadze (ce qui a entraîné une alliance entre l'Ukraine, la Géorgie, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie sous l'égide de l'OTAN : le GUUAM). Le même scénario est en préparation

en Biélorussie. L'accélération forcée de cet encerclement militaire de la Russie, complétée par la présence soldatesque en Afghanistan, est liée à la récente voie plus indépendante de Poutine. Il s'est opposé à la guerre en Irak et a développé les relations économiques entre la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. La cause en est la pression populaire russe en particulier des travailleurs. Le but commun des impérialistes est la soumission complète de la Russie qui est encore un grand Etat industriel possédant d'immenses ressources naturelles : pétrole, gaz... Le plan des euro-régions du Conseil européen s'étend de l'Atlantique à Vladivostok. L'UE vise aussi l'annexion de cet Etat car cela pourrait à terme la mettre à égalité avec les USA.

L'UE et les USA sont prêts à livrer une guerre dévastatrice pour parvenir à leur fin. Cet objectif funeste est une des raisons principales de l'exigence de militarisation de l'UE dans le projet de *Constitution*.

Les personnes éprises de paix doivent tout faire pour l'empêcher. Mais, en cas d'impossibilité, les internationalistes devront alors prendre fait et cause pour la défense de la patrie russe. Les impérialistes seront les fauteurs de guerre.

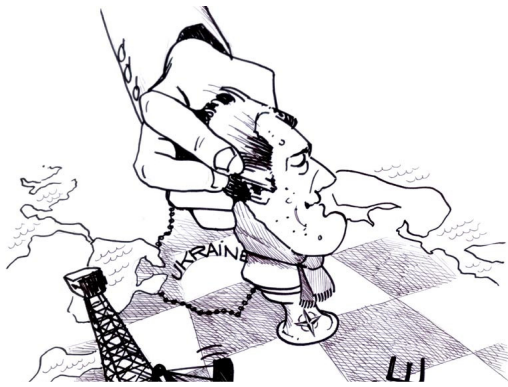
Après les guerres « civilisatrices », l'impérialisme « spectacle »...

Spectacle désarmant de la misère, sentiment d'impuissance... lorsque des drames humanitaires s'abattent sur la planète, les médias sont unanimes : l'épouvante fait la Une et la surenchère commence pour condamner le mauvais sort. Quoi de plus vendeur en effet que la bonne conscience humaniste ? L'écran charrie des centaines de corps écrasés par le tsunami d'Asie du sud, dans un torrent d'indécence et de voyeurisme « politiquement correct » (la violence des images est toute relative puisqu'ils ne gisent pas en costume cravate mais en haillons...). On nous expose le dénuement des rescapés d'autant plus volontiers que pour une fois, le capitalisme n'y est pour rien !

N'est-il pas clair pourtant que dans ce drame, comme dans les autres, ce sont les plus misérables qui payent l'addition ?

A l'écran les autorités et leurs relais serviles nous vendent leur indigeste marchandise idéologique : « mondialisation de la générosité », « coalition » des Etats donateurs, « déploiement des armées » organisatrices de l'aide, naissance d'une « conscience mondiale » et culpabilisation inespérée de ceux qui luttent ici contre le capitalisme (ceux-là, nous suggère t-on, sont vraiment à plaindre !), etc. Un humanisme qui vaut donc son pesant d'or !

« Mondialisation de la générosité ». Disons le clairement ; le système impérialiste est en crise structurelle. Saturé à l'extrême, il ne parvient plus à faire repartir la machine qu'à coup de guerres de plus en plus ruineuses où chaque puissance impérialiste cherche à se réapproprier les marchés des autres... Dans cette dégénérescence inéluctable, tout désastre dans le tiers-monde est une manne pour nos bourgeoisies, une partie du monde qui sera d'autant plus facile à réoccuper. Telle est la « mondialisation » actuelle... Quant à la « générosité », rappelons simplement la traditionnelle pingrerie de nos Etats ; surenchère des promesses de don les premiers jours, tapage médiatique, après quoi nous sommes finalement loin du compte (après le séisme iranien de 2003 les victimes ne reçurent par exemple que 13,1 millions d'euros sur les 753 millions promis !). Les USA qui promettaient au départ quelques sesterces (35 millions de dollars) se sont →



Echec à la tour par le pion...





Hiroshima, Nagasaki,
Viêt-Nam, Irak, le
« devoir de mémoire »

version US.

couverts de honte avant d'avancer la généreuse somme de 350 millions de dollars (coût d'une mission de la NASA très bon marché). Les donneront-ils seulement ? Pour la dette des pays sinistrés, il n'a bien sûr jamais été question de l'annuler au moratoire du Club de Paris, bien au contraire !

150 000 morts, c'est le tribu payé par l'Afrique tous les mois face au SIDA : Où est donc la mondialisation de la générosité ? « Coalition » des Etats donateurs. Indécente ironie : Après avoir lâché des bombes nucléaires sur le Japon, exterminé deux millions de vietnamiens et perpétré combien d'autres crimes de masse jusqu'aujourd'hui, en Irak en particulier (200 000 morts pendant la première guerre du golfe, 800 000 morts des conséquences de l'embargo, 40 000 morts depuis le début de la guerre d'occupation), l'impérialisme yankee, en la personne de Colin Powell, survole début janvier l'Asie du Sud en tenue militaire et la larme à l'œil, cherchant l'absolution dans un odieux relativisme : « Je n'ai jamais rien vu de tel dans toute ma carrière politique et militaire ». Comment ne pas voir dans cette logistique bienveillante un nouveau plan Marshall bien juteux et particulièrement opportun ?

« Déploiement des armées humanitaires ». Le travail est effectivement bien encadré ; En Thaïlande, entre les villes ravagées les plages pour touristes sont à nouveau immaculées et nos clubs de vacances peuvent déjà rouvrir leurs portes deux semaines à peine après la catastrophe. Les armées US se réinstallent dans la foulée sur les bases d'Indonésie, profitant de la panique pour aider le gouvernement vendu (qui lui brade son pétrole à des prix scandaleux) à écraser la rébellion nationaliste d'Aceh (rassurons-nous donc ; les rebelles n'auront pas « nos » puits !).

Le séisme de Tangshan en Chine en 1976 (300 000 morts) ne suscita pas chez nous battage médiatique aussi tonitruant ; La Chine assumait seule, héroïquement, sa reconstruction... A contexte géopolitique différent, « humanisme » différent ! ... Trente ans plus tard face au néo-colonialisme de l'axe du bien, on comprend mieux le refus catégorique de l'Inde, légitimement soucieuse de son indépendance. Sa puissance économique est aujourd'hui largement capable de surmonter ses problèmes intérieurs. Quelle meilleur indice de l'ampleur des contreparties futures à l'aide humanitaire occidentale que ce refus ?!

« Conscience mondiale ». Cette formule aussi chère aux bourgeois-bohème que leur « village planétaire », est un

poncif dangereux : Pour la bourgeoisie, rien n'est jamais gratuit, et nous en savons quelque chose. Les dons pour les victimes du tsunami, ce sont les prolétaires qui les font, même si cela leur coûte... des syndicats aux comités de sans papiers en passant par ces salariés spontanément organisés dans leurs entreprises pour l'occasion partout en France.

Une contradiction criante se développe entre l'obligation risquée de montrer les populations misérables en première ligne du raz de marée et l'obligation d'en cacher les causes profondes (le système impérialiste mondial sécrétant la misère et l'inégalité devant les catastrophes naturelles) et locales (prévisibilité scientifique des séismes mais choix délibéré des zones à surveiller). Sachons déjouer ces pièges en soutenant d'une même voix les dons spontanés, comme étape concrète d'une solidarité internationaliste à élargir (loin d'une naïve « conscience mondiale » innée), et la dénonciation des mensonges médiatiques visant à dénaturer pour la gloire illégitime des puissances que nous combattons. A bas l'impérialisme ! Forçons nos bourgeoisies à payer !

Cameroun : Les femmes transformées en cobayes par les monopoles capitalistes pharmaceutiques !



« Depuis le mois de Septembre 2004 un laboratoire américain du nom de GEDEAD s'est implanté à Douala pour (officiellement) tester un médicament "préventif" du nom de VIREAD sur des jeunes camerounaises saines, c'est-à-dire SERONEGATIVES !! A raison de 4 euros par mois plus des examens médicaux gratuits et une promesse de prise en charge en cas de contamination, les filles sont encouragées à n'avoir que des rapports sexuels non protégés avec des partenaires multiples. On leur ment que ce fameux VIREAD les protège, que c'est un vaccin et qu'elles ne pourront plus jamais être contaminées. En plus, elles auront contribué au progrès de la science!!!! Le but (toujours officiel) de cet essai est justement de voir si le fameux VIREAD protège. Donc après avoir absorbé cette pilule sans du tout savoir ce qu'elle contient, les filles sont livrées à la nature et reçoivent 4 euros lorsqu'elles viennent se faire tester mensuellement pour le SIDA et pas pour les autres MST tout aussi graves comme les hépatites et autres maladies virales. Officiellement, 400 filles « volontaires » (sic !) et pas informées du tout ont ainsi été recrutées par un camerounais ayant reçu une somme de 800.000\$ de ce labo américain. Beaucoup de ces filles ayant déjà été contaminées, ont été purement et simplement abandonnées dans la nature (témoignages à l'appui). A mon avis la mission secrète ciblée est simplement de continuer à propager le sida, déjà terriblement élevé chez nous. Ne pouvons-nous pas dire qu'il s'agit ici d'un crime contre l'humanité ? Inoculer un virus du sida à Douala à des prostituées ne manque pas de stratégie. Douala est la plaque tournante du Cameroun. Ce n'est qu'une histoire de temps avant que ce virus ne se répande dans tout le pays. Un responsable du ministère de la santé déclare sans aucune crainte de choquer que son poste a été créé après l'implantation de ce laboratoire. Donc il n'a pas pu empêcher cela et il ne peut interdire ce test. De tels tests se passent actuellement dans plusieurs pays pauvres tels que le Cambodge et d'autres pays africains. J'ai vu le cas de la république Centrafricaine par exemple. On a parlé de 10 pays sans les citer tous explicitement. Je crie de douleur face au sentiment d'impuissance qui m'envahit devant mon petit écran d'ordinateur. La seule réaction que je puisse avoir est d'envoyer ce mail à tous ceux dont je possède l'adresse. Si vous ressentez la même chose que moi, je vous prie d'envoyer ce mail à tous ceux que →

vous connaissez. Peut-être arriverons-nous à informer un grand nombre de personnes... Faites attention à vous et sensibilisez vos familles » (Kokan Paul Kouassi).

C'est un cri de douleur, de révolte et d'alerte sur des pratiques impérialistes criminelles. C'est aujourd'hui connu que les Nazis ont utilisé comme cobayes pour de prétendues expériences scientifiques les communistes, les résistants, les juifs, les tziganes, les slaves, les noirs dans les camps d'extermination. Combien savent que le fameux MENGELE, cet expert Nazi des « expériences scientifiques » les a d'abord pratiquées sur les « cobayes » HERRERO de l'ex-colonie allemande, la Namibie. Les populations HERRERO furent « génocidées » à plus de 80% avant que « la solution finale » ne soit transposée en Europe dans le but d'en finir avec le « judéo-bolchévisme ». Les colonies, les semi-colonies aujourd'hui ont toujours été les bancs d'essai des horreurs du capitalisme avant leur généralisation à tous les pays.



Togo : A l'instar de l'impérialisme Anglais, la Françafrique renoue avec les coups d'état !

Mark Thatcher, fils de la « dame de fer » a été arrêté et remis en liberté après avoir payé de l'argent en Afrique du Sud pour une tentative de

coup d'état en Guinée Equatoriale. Auparavant, le fils Mitterrand surnommé « papa m'a dit » depuis le génocide au Rwanda a été traîné dans une procédure judiciaire touchant à des trafics d'armes en Afrique. Maintenant, le fils du tortionnaire Eyadéma fait des siennes pour succéder à son père. Décidément le capitalisme naissant avait renversé la monarchie féodale, mais l'époque de l'impérialisme que nous vivons aujourd'hui remet au goût du jour la monarchie républicaine.

GNASSIMBE Eyadema, le plus grand assassin de togolais après les colonialismes allemand et français - le président du Togo qui vient de décéder - a été un grand serviteur du colonialisme français (guerre d'Indochine et d'Algérie), puis du semi-colonialisme français, ami « personnel » des présidents De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand et Chirac.

Les militaires putschistes de l'armée prétorienne, clanique et régionaliste, formée par l'armée colonialiste française ont désigné comme successeur le fils GNASSIMBE Faure. Les partis d'opposition du Togo ont adopté une déclaration commune pour rejeter le putsch constitutionnel et appeler à la mobilisation. Le nouveau président monarque et son armée ont décrété l'état d'urgence sous le prétexte de « deuil national » et réprimé dans le sang la mobilisation populaire. Le président légitime de l'Assemblée Nationale, M. F. O. Natchaba a été contraint à l'exil pour que le « fils à papa » soit proclamé « président ».

Pendant 38 ans la devise gaulliste selon laquelle « les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts » a été appliquée pour soutenir le tyran Eyadéma serviteur zélé contre son peuple des intérêts des multinationales françaises. Aujourd'hui, l'impérialisme français dont le « pré-carré » se fissure de partout, proclame par la voix de son ministre de la défense, Alliot Marie, que « le temps des coups d'état est révolu » et met en alerte ses troupes françaises d'occupation du Togo lui même en plus de celles au Sénégal, au Tchad, au Congo, à Djibouti, en Côte d'Ivoire, etc. Pendant 38 ans le père Eyadéma a tué, massacré, spolié et pillé le peuple togolais et le Togo au profit des multinationales françaises et d'une caste bourgeoise compradore fortement militarisée. Il s'agit maintenant pour Chirac « l'africain » de faire croire à

une « positive attitude » en apparence « anti-putschiste » pour camoufler le soutien réel à la mise en place au Togo d'une « république monarchiste » pro-impérialiste française. L'impérialisme français, principal instigateur et bénéficiaire des coups d'état de 1960 à 1990 au moment où « ils n'étaient pas révolus » (sic !), cherche maintenant à boucher les trous de plus en plus béants qui font couler le navire de la françafrique et font voler en éclats son « pré-carré » africain. Des coups d'état foccardiens des années 60/80 à la complicité mitterrandienne dans le génocide au Rwanda en 94, des affaires juteuses, mafieuses au Gabon et les guerres civiles criminelles d'Elf Aquitaine et Total Fina au Congo Brazzaville, à la menace d'implosion de la Côte d'Ivoire aujourd'hui, la main ensanglantée de l'impérialisme est partout. Son bras séculier et protecteur, c'est la présence des bases et troupes militaires françaises qui doivent s'en aller ! Faure Gnassimbe vient d'annoncer son retrait du pouvoir en vue de se présenter aux élections présidentielles dans 60 jours. C'est une première étape importante vers la défaite du putsch Françafricain engendrée par la mobilisation du peuple togolais, la solidarité des peuples africains et l'internationalisme des travailleurs et des peuples. Mais pour éviter que la Françafrique ne recule pour mieux sauter, il faut exiger que le putschiste ne puisse se présenter à ces élections !



Côte d'Ivoire : L'armée d'occupation de « notre » impérialisme doit s'en aller!

A la mort du vieux serviteur du colonialisme français, Houphouët Boigny, lequel a saboté le projet initial du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) « d'indépendance dans l'unité », s'est enclenchée une lutte politique entre les représentants des fractions de la bourgeoisie nationale au sein du Parti unique d'alors le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-RDA. La « vitrine économique » de la françafrique allait sombrer dans les conflits ethno-claniques, régionalistes, voire claniques. Une fraction de la bourgeoisie ivoirienne va sortir du chapeau le concept ethno-clanique de « l'ivoirité » pour éliminer le, les concurrents. Tour à tour la droite UMP et la gauche PS ont soutenu qui Bédié, qui le général Guéi, qui Gbagbo de l'Internationale Socialiste, tous originaires des nationalités du Sud ivoirien. Chacun de ces politiciens a utilisé « l'ivoirité » comme instrument juridique pour éliminer le concurrent en particulier Alassane D. Ouattara, originaire du Nord. Ce dernier homme du Fonds Monétaire International (FMI) a été en tant que Premier Ministre de Côte d'Ivoire le Pasqua des immigré(e)s vivant dans ce pays en édictant des lois répressives contre les étrangers, en instituant la carte de séjour et en opposant le « droit du sang » au « droit du sol » dans la question de la nationalité. L'enjeu était déjà à l'époque la question de la terre, de l'appartenance de la terre à celui qui la travaille. →



Or, l'écrasante majorité des paysans et ouvriers agricoles en Côte d'Ivoire, qui ont fait par ailleurs le soi-disant « miracle ivoirien » des années 70/80, est d'origine Burkinabé. Rappelons que le Burkina Faso, ex-Haute Volta, et la Côte d'Ivoire constituaient une seule et même entité territoriale administrative coloniale française. La Haute Volta fournissait la main d'œuvre pour les plantations de cacao, café de la Côte d'Ivoire. Ce transfert de population laborieuse s'est poursuivi après les indépendances politiques.

Cet affrontement entre les différentes fractions ethnocistes de la bourgeoisie ivoirienne est alimenté en sous main par les monopoles impérialistes concurrents français et étatsuniens. C'est ainsi que les capitalistes français perdent le monopole de la commercialisation du cacao au profit des agrobusiness US. Les Bouygues, Bolloré, Vivendi, etc., perdent du terrain même s'ils demeurent sur des positions encore hégémoniques dans l'économie ivoirienne. La découverte récente de gisements de pétrole n'a fait qu'accélérer les contradictions inter-impérialistes.

C'est ce contexte national et international qui est à la base de l'affrontement armé qui divise de fait la Côte d'Ivoire entre le Nord occupé par les insurgés nordistes soutenus par le Burkina Faso et le sud sous administration des FANCI (Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire).

Ce conflit militaire a donné le prétexte d'un accroissement de la présence militaire française (5.000 soldats). L'impérialisme français qui fut appelé dans un premier temps par le gouvernement Gbagbo joue double jeu entre les deux forces armées ivoiriennes en conflit. Après les accords imposés de Marcoussis par Chirac, le camp de Gbagbo s'est rendu compte que Chirac n'est pas prêt à mettre tous les œufs dans un seul panier. Chirac est personnellement intéressé à se débarrasser du socialiste Gbagbo dont l'avènement au pouvoir a été parrainé par Jospin alors premier ministre. La social-démocratie française vient de laisser tomber Gbagbo après la mort de 9 soldats de l'armée d'occupation française. L'équation est maintenant comment donner une forme constitutionnelle au renversement du pouvoir de Gbagbo, lequel cherche de plus en plus un allié du côté de l'impérialisme US.

Dans une adresse en date du 8 novembre 2004 aux partis et organisations communistes, les camarades du Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire (PCRCI) déclarent fort justement : « *Le Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire dénonce la reprise de la guerre par le FPI, reprise lourde de conséquences pour les peuples (85 civils tués). Il dénonce les violations graves des droits humains, la répression contre les journaux et les partis d'opposition, organisées par les milices du pouvoir FPI. Il dénonce les attaques de l'armée impérialiste française, les tueries perpétrées par elle sur des personnes sans armes. Il estime qu'il est inadmissible pour une armée d'attaquer des civils aux mains nues. Il estime que la responsabilité de ces tueries incombe autant au gouvernement français de Chirac qu'au pouvoir FPI qui a maintenu les accords de défense avec la France, et qui a demandé expressément le renforcement de l'armée française d'occupation en vue du désarmement des rebelles. Il dénonce l'irresponsabilité du pouvoir FPI qui a lancé des populations aux mains nues contre les chars français alors qu'il dispose d'une armée. Il estime que cette guerre réactionnaire a montré au peuple de Côte d'Ivoire le vrai visage de l'impérialisme français, exploiteur et criminel. De ce fait, exiger le départ de l'armée d'occupation française, devient une revendication immédiate, une partie intégrante de la résolution de la crise actuelle, comme l'est la cessation immédiate de la guerre, la lutte pour les libertés et la démocratie, la lutte contre l'impunité des crimes politiques. Il*

estime que la lutte contre la domination impérialiste en particulier française est la question fondamentale à l'ordre du jour en Côte d'Ivoire. Mais lutter contre l'impérialisme français au profit des autres impérialistes, c'est choisir entre le sida et le cancer incurable ». (Pour le Comité Central, Le Secrétaire Général A. EKISSI). Troupes françaises, hors d'Afrique !

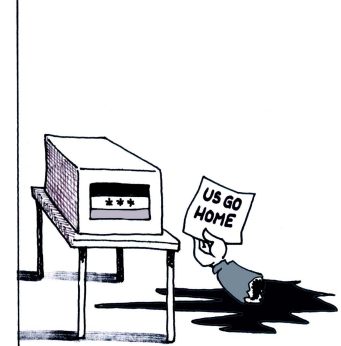
ANALYSE POLITIQUE : QUE PENSER DES ELECTIONS EN PALESTINE ET EN IRAK ?

L'Irak et la Palestine sont deux pays occupés dans lesquels les peuples ont entamé une guerre de libération juste que nous devons soutenir totalement. L'occupation sioniste qui dure depuis 1948 n'est rien d'autre qu'une colonisation violente. L'occupation américaine de l'Irak est pour sa part une guerre impérialiste visant à la mainmise sur les ressources pétrolières. Dans les deux cas, la résistance armée des peuples est légitime et notre soutien ne doit souffrir d'aucune hésitation et d'aucune ambiguïté. Dans ces deux pays des élections ont été organisées mais elles ont des significations différentes compte-tenu des circonstances

ELECTION EN PALESTINE



ELECTION EN IRAK



particulières à chacun de ces pays.

En Palestine les élections ont été organisées par l'Autorité Palestinienne qui est reconnue par l'ensemble des forces de la résistance comme étant une autorité légitime. Des marxistes du FPLP aux islamistes, il n'y a aucune remise en cause de l'autorité palestinienne. Ce qui est contesté par la gauche palestinienne ce sont les tendances au compromis des dirigeants de cette autorité. L'ensemble des forces de la résistance est également regroupé au sein de l'OLP qui est ainsi un front de l'ensemble des forces de libération nationale. La participation massive au scrutin (70 %) et le score de Mahmoud Abbas (62,3 %) indique sans conteste que nous sommes en présence d'une véritable expression populaire. Bien sûr, nous pouvons être méfiants vis-à-vis des prises de position du nouveau président comme le sont de nombreuses forces de résistances. Cette méfiance ne doit pas être confondue avec le nihilisme qui consisterait à rejeter ces élections. C'est ce qui explique l'absence d'appel au boycott même si certaines forces palestiniennes n'ont pas présenté de candidats ou donné de consignes de vote. Comme dans toute lutte de libération nationale, les événements doivent s'analyser en tenant compte des rapports de force concrets. En Palestine ces rapports de forces rendent particulièrement difficile le combat pour l'émancipation nationale.

En Irak la situation est tout autre. Les élections ne sont pas organisées par les représentants du peuple irakien mais par des « collabos » au service de l'occupant. Chaque jour la résistance irakienne s'attaque militairement à ces « collabos » et à leur maître impérialiste. Par ailleurs l'ampleur prise par →



la résistance irakienne enlève tout espoir de représentativité à ces élections bidons. Ainsi le général en chef des troupes US déclare : « Des parties significatives de 4 provinces irakiennes sur 18 ne sont pas assez sécurisées pour que le vote ait lieu ». Ces provinces ne sont pas n'importe lesquelles. Il s'agit des provinces de Bagdad, d'Anbar (comprenant Falludja et Ramadi), de Nineveh (comprenant Mossoul) et de Salahadin (comprenant Tikrit). A elles seules ces quatre provinces regroupent la moitié de la population irakienne. Plus de 70 partis et l'ensemble des forces de la résistance ont par ailleurs appelé le peuple irakien à boycotter ces élections. Ces élections n'ont qu'un seul objectif : rendre légitime sur la scène internationale un gouvernement fantoche au service de l'occupant impérialiste. Tout soutien à ces élections est donc une attaque contre la résistance irakienne. Bien entendu les médias français s'attacheront à présenter ces élections comme démocratiques et ceux qui s'y opposent comme étant des « terroristes » refusant le « jeu démocratique ».

La propagande des puissances impérialistes visant à faire croire à une participation importante à ces élections est significative des manipulations médiatiques : On nous annonce une participation de 57 % en oubliant de préciser qu'il s'agit de 57 % des inscrits (avec une absence de vote pour les quatre régions les plus peuplées). De plus, de nombreux électeurs ont été soumis au chantage : voter ou ne plus être inscrit sur les listes de distribution des secours alimentaires. Le mensonge est si gros que Salim Lone, ancien directeur de communication du représentant spécial de l'ONU en Irak déclare : « Les principes élémentaires pour la tenue d'élections sont tellement peu respectés que si elles avaient lieu en Syrie ou au Zimbabwe, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne auraient été les premiers à les dénoncer »

En Irak comme en Palestine la démocratie passe d'abord par l'émancipation nationale. Il n'y a pas de démocratie possible dans un pays occupé. C'est donc au regard des besoins de la lutte de libération nationale que nous devons soutenir ou refuser le déroulement d'élections. En Palestine les élections sont une étape du combat national parce que dirigées par les palestiniens eux-mêmes. En Irak elles sont un acte antinational parce que ne servant que les intérêts de l'occupant impérialiste et de ses valets locaux. **Vive les luttes de libération nationale irakienne et palestinienne !**

60^{ème} anniversaire de la libération des camps de la mort Halte au négationnisme ! Halte à l'amnésie !

Le 27 janvier dernier a été célébré le 60^{ème} anniversaire de la libération d'Auschwitz. Cette commémoration a été l'occasion de rappeler ce que fut la réalité des camps de la mort, ce que fut la barbarie nazie. Cependant, les « rappels historiques » n'ont été que partiels, incomplets : la tendance dominante est à la réduction de la barbarie nazie à l'un de ses aspects les plus monstrueux, l'extermination de la majorité des juifs d'Europe. Or s'il est évident que l'extermination massive des juifs est en soi un crime suffisamment monstrueux pour jeter à jamais l'opprobre sur le régime nazi, tous les démocrates sincères, toutes les femmes et les hommes qui ont à cœur que jamais un tel régime ne revoie le jour, doivent cerner le phénomène nazi dans tous ses aspects, non pas pour faire œuvre d'historien, mais pour être à même de mieux lutter contre les résurgences actuelles du fascisme : toute amputation de la réalité historique ne peut avoir que des conséquences dangereuses aujourd'hui car le ventre capitaliste est encore fécond d'où a surgi la bête immonde.

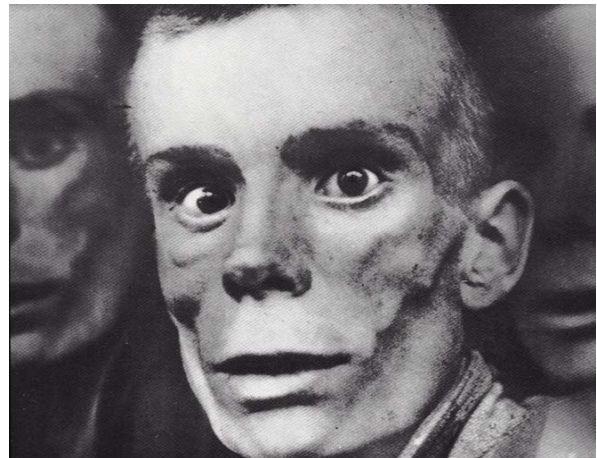
Les victimes de la barbarie nazie : Les mots ont un sens. Parler de « Shoah » (« catastrophe » en hébreu) ou de « holocauste » (terme désignant chez les Hébreux anciens le sacrifice offert à Dieu dans lequel la victime était brûlée) est réducteur pour les millions de non-juifs victimes de la barbarie nazie. Dans sa vision raciale du monde, le nazisme n'avait que le plus grand mépris pour tous les « Untermensch », les « sous-hommes », qu'ils soient juifs, slaves, tsiganes ou noirs. Plus d'un tiers des tsiganes ouest-européens furent ainsi exterminés. Les « Untermensch », étaient aussi les homosexuels ; ou encore des catégories de personnes comme les malades mentaux ou handicapés physiques lourds pour lesquels seront mis en place dès 1940 les premières chambres à gaz.

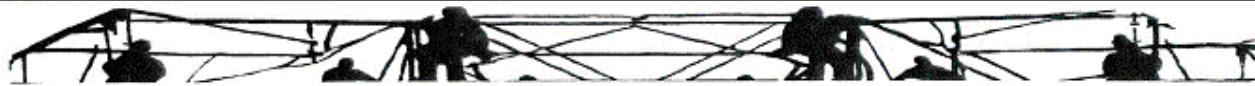
Les victimes étaient aussi les opposants politiques, pour qui furent ouverts les premiers camps de concentration nazis : Dachau a été ouvert dès le 30 mars 1933 pour les communistes allemands, les premiers opposants au nazisme.

Le système des camps : Les camps nazis (on en recense environ 200) étaient intégrés dans un système organisé, allant du camp de concentration au camp d'extermination. Il n'y avait pas de cloison étanche entre ces différents types de camp, les prisonniers pouvant transiter de l'un vers l'autre, qui étaient parfois – comme à Auschwitz – côte à côte. Le camp de concentration était par ailleurs en lui-même aussi un camp de la mort : camp de travail forcé, les détenus mouraient à la tâche. C'est l'exploitation de l'homme poussé à son maximum.

Le camp de concentration est d'abord en effet un **camp de travail gratuit** et ceux qui sont exterminés immédiatement à leur arrivée sont ceux qui sont déclarés inaptes au travail (enfants, vieillards, malades), bouches inutiles à nourrir dans la folle logique capitaliste - poussée à l'extrême - de la recherche de la rentabilité immédiate de la force de travail pour le profit maximum des monopoles.

Une main d'œuvre gratuite : Le nazisme fut en effet la mise en esclavage de millions de travailleurs pour les besoins du capitalisme allemand. Quelques exemples : A Flossenbürg, ouvert dès mai 1939 pour les opposants des pays conquis (tchèques en l'occurrence), les déportés travaillent dans une carrière de pierre et dans les usines d'armement Messerschmitt. A Neuengamme, les détenus travaillent dans une briqueterie-tuilerie. A Ravensbrück, où les déportées sont des femmes (ou des enfants aptes au travail), les premières déportées – des allemandes et autrichiennes – sont louées comme main-d'œuvre à des agriculteurs ou des entreprises. A Mauthausen, les prisonniers exploitent une carrière de granit et travaillent également dans les usines d'armement. Treblinka, avant d'être un camp d'extermination, est d'abord un camp de travail localisé près d'une carrière de sable et de gravier. Auschwitz se décompose en 3 camps : Auschwitz I, camp de →





concentration destiné aux politiques; Auschwitz II-Birkenau, camp d'extermination ; Auschwitz III-Monowitz, camp de travail adossé à une usine d'armement et une usine de caoutchouc (accord avec IG-Farben pour l'ouverture de ce camp).

Une guerre d'extermination : la guerre contre l'URSS : On ne peut rappeler enfin les crimes du nazisme en passant sous silence l'ampleur de la guerre de destruction pratiquée à l'Est, contre l'URSS : guerre de conquête dans des territoires considérés par les nazis comme leur « espace vital » d'où il fallait expulser les slaves (Hitler en 1941 considère que l'anéantissement de 30 millions de Slaves est le préalable à la colonisation allemande); guerre aussi contre l'Etat soviétique, ennemi absolu : le nazisme, dictature terroriste des éléments les plus réactionnaires et les plus chauvins du capitalisme financier allemand, voulait éradiquer le communisme et éradiquer les peuples slaves porteurs du « virus du communisme ».

« *La cruauté à l'Est est un bien pour l'avenir... Nous faisons une guerre d'extermination* » (Adolf Hitler, 30 mars 1941).

Au total, 13 millions de civils ont été massacrés en URSS par les hordes hitlériennes. Auxquels s'ajoutent les 10 millions de soldats de l'Armée Rouge et Partisans tués au cours des combats. Des chiffres vertigineux : 60% des victimes totales de la guerre en Europe (y compris les victimes des camps d'extermination) sont soviétiques.

N'oublier aucun génocide : La politique génocidaire nazie ne visait donc pas que les Juifs mais aussi en particulier les Slaves, grands oubliés de l'Histoire officielle en Occident. La raison de cet « oubli » : le silence organisé sur la contribution décisive de l'URSS communiste à la victoire des peuples sur le nazisme [sur laquelle nous reviendrons dans notre prochain numéro]. Comme on ne peut nier cette contribution, on préfère la passer sous silence et monopoliser l'attention des jeunes générations sur le massacre (tout aussi réel) des Juifs. Tout en ayant soin, bien évidemment, de passer aussi sous silence la collusion de l'Occident capitaliste lui-même avec le nazisme avant guerre : ainsi en juillet 1938, la conférence d'Evian, qui réunit 33 pays à l'initiative des Etats-Unis, refusa d'augmenter les contingents d'émigration pour accueillir les Juifs allemands victimes de l'antisémitisme nazi. Mais il est vrai qu'à l'époque, comme le montrera l'accord de Munich en septembre 1938, les « démocraties » occidentales étaient plus préoccupées de pousser Hitler dans la guerre contre l'URSS...



LOUISE MICHEL « LA LOUVE ROUGE »



Il y a 175 ans, en Mai 1830, naissait dans une petite bourgade de Haute-Marne, Louise MICHEL, institutrice progressiste, femme combattante et figure emblématique de la 1^{ère} révolution prolétarienne, La Commune de Paris.

Louise MICHEL est l'une de ces héroïnes, dont le patronyme est connu surtout au travers d'un nom d'école ou d'un centre de la culture. Au moment où est commémoré le 100^{ème} anniversaire de sa mort (en janvier 1905), les communistes marxistes-léninistes ont un devoir de mémoire envers cette camarade, qui n'était pas réellement communiste, mais qui a su résister à la pression des débuts du capitalisme industriel et des néo-colonialistes.

En 1852, elle fonde une première école libre, c'est-à-dire laïque malgré les menaces du clergé et des autorités. En 1856, à bout de force, elle quitte sa région pour pouvoir continuer son enseignement progressiste et s'installe à Paris où elle ouvre en 1865, un premier externat, une école ouverte à tous.

Il faut rappeler qu'à cette époque, les enfants étaient, surtout dans l'industrie textile, exploités dès l'âge de huit ans avec des journées de travail de 16 heures, pour un salaire quasiment nul. Hors de ce cadre de travail triste, sale et dangereux, les ouvriers s'entassaient avec leur famille dans des logements insalubres, et s'ensuivent des maladies et une mortalité précoce.

C'est dans ce contexte que Louise MICHEL, malgré une classe prolétarienne « démoralisée » par un capitalisme féroce, malgré un relâchement des liens familiaux, lié au travail des femmes et des enfants, malgré l'augmentation des abandons, de l'alcoolisme, de la prostitution, de la criminalité...participe aux réunions publiques, manifeste malgré les interdictions, écrit des articles pour des journaux républicains, mettant en avant ce qui sera écrit 50 ans plus tard : « refuser le sentiment d'impuissance ».

1870, La Commune de Paris, 1^{ère} révolution prolétarienne ; Louise MICHEL sera garde républicain, ambulancière et animera le Comité révolutionnaire du 18^{ème} arrondissement. Elle fait partie de ceux qui veulent étendre la révolution, elle n'est pas écoutée, la presse bourgeoise la surnomme « la louve rouge »

Au printemps 1871, après le massacre de 25 000 Communards, elle fut arrêtée par les versaillais sur



la dernière barricade. Le 16 décembre 1871, elle est condamnée à la réclusion à perpétuité. Après deux ans d'errance dans plusieurs prisons, dont celle d'Arras, c'est en 1873 qu'elle est envoyée au bagne en Nouvelle-Calédonie avec 13 000 de ses camarades de combat.

Malgré l'hostilité des gardes et les injustices de l'administration, LOUISE, fidèle à son idéal réussit à développer l'instruction du Peuple Canaque et d'ailleurs le soutient dans sa révolte contre les colons qui seront secondés par une partie de ses « camarades » communards (qui n'avaient reçu aucune formation politique), erreur qu'avait compris Marx et sur laquelle Lénine se penchera pour la bolchevisation des masses qui passe par l'éducation politique d'une avant-garde...

Cette révolte sera noyée dans le sang et les cendres, puisque pour en finir avec les insurgés, les colons avaient mis le feu à la forêt où le Peuple Kanak était réfugié.

En 1880, amnistiée, Louise MICHEL la COMMUNARDE, sera accueillie par les prolétaires de tous les pays. Elle enchaîne conférence sur conférence, elle sera plusieurs fois remise en prison, mais malgré cette popularité, elle restera pauvre et continuera son rôle d'éducation du prolétariat et des masses populaires..

En quête d'une figure, le mouvement anarchiste se saisira de la déclaration de Louise MICHEL au meeting de la salle Favié à Paris où elle s'exclame :

« Plus de drapeau rouge, mouillé du sang de nos soldats. J'arborerai le drapeau noir, portant le deuil de nos morts et de nos illusions »

Les anarchistes sous la houlette de Bakounine, serviteurs inconscients du capital et farouches opposants aux principes scientifiques développés par Marx et Engels se sont servis du drapeau noir pour prendre de la distance avec le drapeau rouge du Prolétariat et avec l'incommensurable héritage de la Commune de Paris. Louise MICHEL est morte à Marseille en janvier 1905 lors d'une réunion publique.

« PEUPLES ET PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS ! »

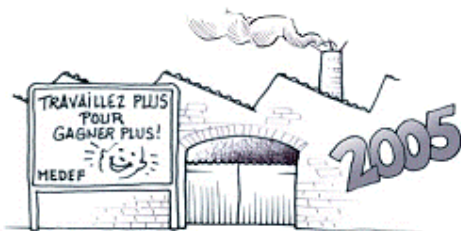
ATTENTION AUX RADARS PATRONAUX : VOICI LE LICENCIEMENT A POINTS !

Comme à l'école, la société des parfums **Nina Ricci** distribue à ses salariés des bons points en fonction de la situation personnelle de chacun. Un célibataire sans enfant aura 4 points contre 22 pour une personne mariée avec 3 enfants. Moins on a de points, plus on a de chance d'être licencié(e). C'est à partir d'un tel barème que le parfumeur vient d'évaluer les 212 employé(e)s qu'il licencie sur ses trois sites

français (Ury, Neuilly et Chartres) pour raisons économiques. La méthode de calcul du groupe espagnol appartenant à Paco Rabane est purement arithmétique. La direction

s'est en fait basée sur un article du Code du Travail qui autorise à fixer des critères pour l'ordre du licenciement des salariés en cas de « plan de sauvegarde de l'emploi », selon la terminologie officielle. Un système que Nina Ricci a déjà appliqué en 1998 et 2001.

Et voilà comment elle en est arrivée à donner par exemple 4 points aux célibataires sans enfants, 8 aux mariés avec 1 enfant et 14 avec 2 enfants. La palme revenant au salarié marié avec au moins 4 enfants ex æquo avec le veuf ayant 2 enfants : 22 points... Et on obtient le score final en ajoutant des points en fonction de l'ancienneté, de l'âge (ainsi un plus de 40 ans aura 6 points supplémentaires) et du handicap (+1 point) au titre des difficultés de reclassement. Le principe étant que ceux qui ont le plus de points partent en dernier. Même si « le vrai problème, c'est les emplois perdus » déclare le délégué CGT, il s'insurge : « **C'est honteux ! Qu'est-ce que nous sommes exactement ? Des bêtes que l'on vend aux enchères !** ».



Visitez notre site Internet :
<http://coordin.communiste.free.fr>



**Conférence de Yalta,
février 1945
Conférence de
Bratislava,
février 2005**



Yalta : L'URSS (représentée par Staline), les Etats-Unis (représentés par Roosevelt) et le Royaume-Uni (représenté par Churchill) proclamèrent leur volonté catégorique d'anéantir le militarisme allemand et le nazisme, de créer des garanties enlevant dorénavant toute possibilité à l'Allemagne de rompre la paix. Bien loin de "diviser" l'Allemagne ou l'Europe, la Conférence précisait, à la demande du gouvernement soviétique: " Il n'entre pas dans nos intentions d'exterminer le peuple allemand. Seul le bannissement total du militarisme et du nazisme pourra assurer au peuple allemand une existence digne de ce nom et un rôle adéquat dans le concert des nations". Yalta signifiait un engagement commun de dénazification de l'Allemagne vaincue (c'est ce que ne respecteront pas les Etats-Unis). Furent également concertés à Yalta des plans d'écrasement définitif du Reich et formulés les principes politiques essentiels relatifs à l'organisation du monde d'après guerre et à la fondation de l'ONU (poursuite du travail d'élaboration de la Charte). L'URSS donna son accord à l'entrée en guerre contre le Japon trois mois après la fin du conflit en Europe (promesse qui sera respectée le 8 août 1945). La Conférence de Yalta enleva tout espoir à Hitler de rompre l'alliance antifasciste des grandes puissances...

Bratislava : Bush le criminel de guerre impose ses diktats à la Russie... soixante ans après fin de la 2^e guerre mondiale, à quand la prochaine ?

QUI NOUS SOMMES

Nous sommes des militant-e-s agissant sur différents fronts (syndical, anti-impérialiste, associatif, ...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste. Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et oeuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

*Abonnez-vous !
Abonnez vos amis !*

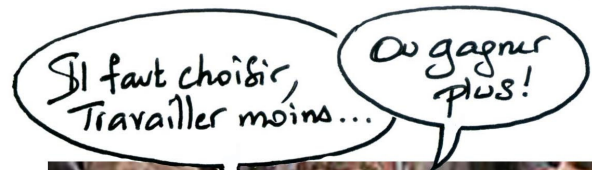
CHANTIERS

Pour la reconstruction
d'un parti communiste révolutionnaire

Prix du numéro : 1€
Abonnement (6 numéros + frais de port) : 10 €
Chèque à l'ordre de la *Coordination Communiste*
BP 51, 59007 LILLE cedex
coordcommuniste@numericable.fr
<http://coordin.communiste.free.fr>

PAROLE DE CH'TI

Sarkozy en visite
chez Alstom –Nord
28 janvier 2005



**ON VEUT
LES DEUX !**